

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Fête de la Tabaski**

## Le prix des moutons flambe à Parakou

Les fidèles musulmans se préparent activement pour la grande fête de la Tabaski. Une célébration annuelle et mondiale qui consiste à sacrifier un ou plusieurs ... • (Page 11)

**Formation professionnelle**

## 16 millions \$ du Canada pour booster l'employabilité des jeunes

Le gouvernement béninois a établi la formation professionnelle comme une priorité pour atteindre le ... • (Page 06)



**Interprofession des spécialistes des énergies renouvelables • (Page 03)**

# Michael Léonid Sinsin et son bureau proposent une gouvernance en 7 axes



**6<sup>ème</sup> Conférence Internationale sur la finance verte • (Page 10)**

# Les institutions financières invitées à verdir leurs portefeuilles

**Entrepreneuriat des jeunes**

## Le programme "Bridge to MassChallenge Bénin" lancé

La société américaine basée à Boston, Zeleus, en partenariat avec MassChallenge a lancé le programme d'appui ... • (Pages 02)

**Économie verte**

## 6 millions d'emplois bientôt supprimés

Plus de 6 millions d'emplois seront supprimés à travers le monde d'ici 2030 dans le cadre du processus de transition à l'économie verte, et ceci comprend les secteurs ... • (Pages 04)

**Médiateur de la République**

## La première session annuelle ouverte hier

Le Médiateur de la République a procédé, hier mardi 05 juillet 2022, à Porto-Novo au lancement de la première session annuelle de son institution. Devant le maire de la ville, les préfets de l'Ouémé et du Littoral, il a rappelé ... • (Page 11)

**Transparence**

## La valorisation des données administratives, une priorité du gouvernement béninois

L'Agence des systèmes d'information et du numérique sous la supervision du ministère du numérique et de la ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	619.8	655.95	760.86	1.49	78.14	39.08	4.57	92.64	168.8	7.9

## Appui à l'entrepreneuriat des jeunes

### Le programme "Bridge to MassChallenge Bénin" lancé

La société américaine basée à Boston, Zeleus, en partenariat avec MassChallenge a lancé le programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, intitulé Bridge to MassChallenge Benin (B2MC Benin). La cérémonie officielle qui s'est tenue, mardi 5 juillet 2022, au siège de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Bénin) a connu la présence de plusieurs responsables des structures étatiques de soutien à l'entrepreneuriat au Bénin.

• Félicienne HOUËSSOU

Le programme B2MC Benin développe et promeut les compétences entrepreneuriales nécessaires pour la réussite sur le marché mondial. Il promeut le travail d'équipe, la collaboration, l'accès au financement par capital-risque et l'accès aux réseaux commerciaux américains. Ainsi, à travers cette initiative, des centaines de jeunes entrepreneurs béninois seront formés et mis en concurrence direct. A la fin, de ce challenge, les cinq premiers se rendront à Boston pour la phase finale. En effet, le 14 décembre 2021, un protocole d'accord a été signé entre le groupe Zeleus, l'Agence nationale de promotion de l'emploi (ANPE) et l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx). Selon Noëlle Sadeler, directrice des opérations de l'APIEx, cet accord marquait l'installation du groupe Zeleus au Bénin pour former plusieurs milliers de jeunes béninois au métier du numérique et leur donner accès aux opportunités d'emploi à l'international. Un des objectifs est aussi, de renforcer et de financer plusieurs startups. « Nous espérons avec le groupe Zeleus apporter des financements substantiels aux startups béninoises. Un tel programme contribuera de manière significative à positionner le Bénin comme



un centre entrepreneurial émergent et un leader de l'innovation en Afrique et dans le monde. Il marquera de manière concrète l'avancement du projet Zeleus au Bénin », a déclaré Noëlle Sadeler.

Le CEO de Zeleus, Gildas Bah indique qu'il s'agira pour le groupe de s'appuyer sur les progrès substantiels déjà réalisés dans les secteurs économiques du Bénin, en donnant des moyens d'actions aux professionnels et en propulsant les entrepreneurs dans leurs efforts pour développer des carrières et des entreprises prospères au Bénin. Il ajoute : « c'est une fierté pour moi que ce programme soit lancé au Bénin et pas à Boston. C'est un signal fort pour montrer aux investisseurs qu'il y a beaucoup d'opportunités à saisir au Bénin ». Dans son discours d'ouverture, le premier vice-président de la CCI-Bénin a rappelé les problématiques qui ont suscité l'intérêt du groupe Zeleus et de son réseau de

partenaires à lancer le programme B2MC Benin. « Ce programme entend fournir avec des experts internationaux, un plan de renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs béninois pour leur permettre d'être éligibles auprès des investisseurs américains », a-t-il déclaré. Cependant, du 6 au 8 juillet, des experts américains vont évaluer l'état actuel de l'écosystème de l'innovation à travers des recherches approfondies.

#### À propos de Zeleus

Basée à Boston, Zeleus a été fondée dans le but de responsabiliser les professionnels et de propulser les entrepreneurs dans leur travail pour bâtir des carrières et des entreprises prospères. Le groupe utilise une combinaison de puissantes technologies de l'Intelligence Artificielle (IA) et d'experts humains pour guider les professionnels tout au long de leur carrière. Zeleus forme également des entrepreneurs lors du lancement de leur entreprise, afin qu'ils soient bien positionnés pour réussir tout au long de leur vie. Pour les professionnels, Zeleus change la donne pour le développement de leur carrière grâce à son moteur de recommandation et de recherche exclusif basé sur l'IA, ses capacités de "big data" et de ses bases de données étendues pour identifier et aider à sécuriser les opportunités de carrière. A l'endroit des entrepreneurs, Zeleus utilise son vaste réseau de professionnels et d'entreprises de renommée internationale aux États-Unis pour mettre en place des incubateurs de démarrage de capital-risque pour les nouvelles entreprises. Le groupe leur fournit également des outils basés sur l'IA et un soutien humain individualisé pour aider à lancer et à accélérer les carrières entrepreneuriales.



## AUX DECIDEURS...

### De l'oxygène pour le Trésor en novembre

Lorsque l'international journaliste Alain Foka s'obstine à soutenir que les élections en Afrique sont très onéreuses, il n'y a qu'à considérer l'exemple du Bénin pour s'en convaincre. Dans le cadre du renouvellement du parlement unicaméral, comptant désormais 109 députés aux termes de l'article 144 du Code électoral, les seuils des frais de campagne par candidat titulaire ont été revalorisés. Ainsi, l'article 173 dispose : « le montant du cautionnement à verser par candidat titulaire aux élections législatives est de 5% du montant maximum autorisé pour la campagne électorale ». L'article 97 du Code électoral fixe ce montant à 30.000.000F CFA. Les 5% du cautionnement sur les 30.000.000F donnent 1,5 million par candidat titulaire. Ainsi pour la liste des 109 candidats titulaires aux élections législatives, chaque parti politique devra déboursier 1,5 million x 109. Le résultat donne 163,5 millions de francs CFA pour le cautionnement par liste de candidatures. Le nombre de partis politiques légalement constitués est de 16. En supposant qu'une dizaine de partis politiques participeront à cette élection du 8 janvier 2023, le trésor public encaissera 1.635.000.000FCFA.

D'après l'article 168 du Code électoral, « Cinquante (50) jours avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats titulaires et suppléants présentent une déclaration en double exemplaire, revêtue de leurs signatures et portant l'engagement que tous les candidats et leurs suppléants remplissent les conditions d'éligibilité prévues au titre II du présent livre ». Le dossier ainsi constitué n'est recevable par la CENA que s'il comporte entre autres et selon l'article 41 du Code électoral, la « quittance de versement, au Trésor public, du cautionnement prévu pour l'élection concernée. » Et 50 jours avant l'ouverture de la campagne électorale affiche le 3 novembre 2022. Ce cautionnement représente une bouffée d'oxygène pour le trésor public lorsqu'on sait qu'en fin d'année, les caisses de l'Etat sont tendues.

Dans le précédent Code électoral, chaque candidat titulaire aux élections législatives devrait payer 100.000F CFA pour le cautionnement, soit 8,300 millions de francs CFA pour la liste. Aujourd'hui qu'il faut payer 1,5 million de francs de cautionnement par candidat, cela représente 15 fois le montant du cautionnement par candidat comparativement aux élections de 2015 et 2019. Pour les partis politiques qui ne bénéficient pas encore du financement public, alors qu'ils remplissent l'essentiel des conditions, c'est de la mer à boire. Ils doivent faire preuve de beaucoup d'ingéniosité en privilégiant les dépenses les plus utiles. Car, il leur sera difficile dans une compétition où l'argent règne légalement en maître de rivaliser avec les autres partis qui profitent de la manne publique.

Après les cautionnements, l'économie sera dynamisée avec les autres dépenses électorales dont le plafond pour chaque candidat titulaire est de 30.000.000 FCFA. Mais la perspective d'une dynamique accrue de l'économie béninoise entre décembre 2022 et janvier 2023 dépendra aussi de la large participation aux élections des partis qui le désirent et qui remplissent les conditions. Car, par liste de candidatures, chaque parti déboursera théoriquement plus de 5 milliards de francs ; soit une cinquantaine de milliards de francs pour une participation étendue à 10 partis politiques.

Il est à souligner qu'en plus de ces fonds émanant des partis politiques qui participent au financement des dépenses électorales conformément aux dispositions du Code électoral, l'Etat, dans son rôle régalien financera les dépenses liées à la confection des listes électorales, à la sécurité du scrutin, aux frais de mission des personnels électoraux...

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

### Afrique de l'Ouest : Le Bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló prend la présidence de la CEDEAO

Le président bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló, 49 ans, a été désigné ce dimanche 3 juillet par ses pairs ouest-africains pour prendre la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Le plus jeune chef d'Etat de la région succède ainsi au Ghanéen Nana Akufo-Addo, en poste depuis 2020. « La Guinée-Bissau vient d'entrer dans l'histoire. Pour la première fois, par la main de Son Excellence le président de la République, le général Umaro Sissoco Embaló, notre pays remporte la présidence de la CEDEAO », indique un communiqué de la présidence bissau-guinéenne. « La Guinée-Bissau réalise ainsi un exploit.

## Interprofession des spécialistes des énergies renouvelables

## Michael Léonid Sinsin et son bureau proposent une gouvernance en 7 axes

Le nouveau bureau de l'Association Interprofessionnelle des Spécialistes des Energies Renouvelables du Bénin (AISER-Bénin), sous la présidence de Léonide Michael Sinsin a présenté son Plan de travail annuel (PTA) et le quinquennat 2022-2027 aux membres de l'association. C'est à la faveur de la première Assemblée générale extraordinaire tenue à Cotonou le jeudi 30 juin 2022 et qui a enregistré la présence du conseiller technique principal chargé des politiques et réformes du ministre de l'énergie, Raoufou Badarou.

● Bidossessi WANOU

Elu il y a quelques mois lors d'une Assemblée générale ordinaire, le bureau exécutif de l'Association Interprofessionnelle des Spécialistes des Energies Renouvelables du Bénin (AISER-Bénin) a présenté le bilan de ses 100 premiers jours, sa vision, ses objectifs et le plan de travail annuel aussi bien pour le reste de l'an 2022 que pour le quinquennat 2022-2027. Cette Assemblée générale s'est articulée autour de onze points. Une vision en sept axes à savoir gouvernance, le social, la valorisation du membre, le lobbying, la veille, des actions et opportunités au profit des associés et le renforcement des finances de l'organisation que Michael Léonid Sinsin et ses collaborateurs ont partagé avec les membres. A l'occasion, «c'était important de vous voir aussi nombreux pour vous présenter le cap que nous voulons donner à l'Association et surtout les moyens que nous attendons de vous, les devoirs que nous avons vis-à-vis de vous et de recueillir vos réactions». Selon le président de l'AISER, cet exercice sera souvent répété sur les cinq prochaines années pour être sûr que, quelles que soient les difficultés à venir, on trouvera toujours le moyen d'être aligné



● Photo de famille

sur la même vision et que d'année en année, « nous améliorions la façon dont nous travaillons ». Pour ses 100 premiers jours d'exercice, le bureau a dressé un bilan unanimement salué par les membres. Diverses audiences notamment à la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin, des partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur tels la GIZ, le MCA-Bénin II, l'Union européenne ; des diligences administratives variées, la participation à divers ateliers et rencontres, la préparation d'AG et autres ont meublé cette période. Ces diligences doivent se poursuivre avec la mise en œuvre du PTA 2022 et celui du quinquennat 2022-2027 qui a été présenté par

le bureau et amendé par les membres. Présent aux travaux, Raoufou Badarou, Assistant technique principal chargé des politiques et réformes du ministre de l'énergie représentant le ministre a salué la vitalité de l'AISER et le choix fait par ses membres de fédérer leurs efforts en se réunissant dans une association depuis 10 années déjà. Selon lui, les défis sont nombreux et ce n'est qu'en synergie qu'ils seront relevés. « En tant que noir et africain, nous avons beaucoup de défis dans le domaine. Nous sommes des acteurs d'un secteur qui va se développer et qui se développe. Si vous ne vous mettez pas ensemble pour créer des entreprises capables de concurrencer avec les autres,

nous allons travailler pour les autres, nous allons nous endetter mais tout ressortira encore du pays. L'initiative de votre association est une très belle idée», a-t-il déclaré. Et c'est la même exhortation qu'a lancée Joëlle Vidéhouénnou, Directrice

des opérations de la CCI-Bénin. « Lorsque vous vivez isolés, vous ne pouvez pas réussir, je vous exhorte à travailler ensemble. C'est l'occasion de vous rendre service », a lancé la DO/CCI-Bénin qui a rassuré l'AISER de la collaboration de l'institution consulaire. « Quand il y a un problème qui se pose dans le domaine de l'énergie, la Chambre a le droit de s'appuyer sur AISER pour pouvoir régler ses préoccupations », a-t-elle déclaré avant d'inviter tous les autres acteurs du secteur à faire bloc autour de cette association. Dans ses ambitions, l'interprofession peut également continuer à compter sur les PTFs qui ont salué la qualité des acteurs et ont promis continuer avec leur accompagnement. Au nom des PTFs, le Représentant de MCA-Bénin a félicité le bureau de l'AISER pour ses initiatives qui témoignent

d'une bonne gouvernance de l'association et a insisté sur la nécessité de continuer par travailler pour mériter la confiance des partenaires. « L'AISER existe dans un secteur en plein boom. Il va falloir travailler dur pour convaincre de la pertinence et pérenniser votre existence dans ce secteur. Les énergies renouvelables ont fait du chemin avec autant de développement technologique. Ceux dont nous nous réjouissons et pour lequel nous voulons vous encourager, c'est de renforcer les bases de cette association et de vous mettre dans une dynamique de relance qui permettra de prospérer ». Il a témoigné de l'expérience de la collaboration du MCA-Bénin II avec l'AISER. Les membres de l'AISER entendent bien maintenir le cap et l'ont martelé à cette AG qui s'est achevée par l'amendement et des propositions pour enrichir le PTA avant de l'adopter.



● L'Assistant principal du ministre et le président/AISER

## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Densité de la population	100,17 habts/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2015	Référentiel		
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insaec), 2019
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
			Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
			Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018

Transition à l'économie verte

6 millions d'emplois bientôt supprimés

Plus de 6 millions d'emplois seront supprimés à travers le monde d'ici 2030 dans le cadre du processus de transition à l'économie verte, et ceci comprend les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon.

• Issa SIKITI DA SILVA

Bien que ce chiffre paraît quatre fois inférieur par rapport au nombre d'emplois qui seraient créés au crépuscule de 2030 lors de l'avènement de la forte action climatique (24 millions), la nouvelle de la perte de ces emplois inquiète déjà bon nombre d'observateurs, y compris les employés.

« 2030 c'est juste à côté, c'est dans huit ans. Je ne sais pas comment cela va se passer parce que les employés de ces secteurs craignent pour leur avenir et celui de leurs familles. Si on ferme ces usines et qu'il n'y a pas de solutions appropriées pour ceux qui vont perdre leurs emplois, ce sera catastrophique », déclare Peter, le frère de l'employé d'une usine d'extraction de charbon.

« Bien que les personnes qui travaillent dans ces secteurs sont mal payées et ne parviennent pas à bien s'occuper de leurs familles, elles ont quand même besoin de cet emploi. Donc il faut une planification minutieuse », dit Linda, ancienne employée d'une compagnie pétrolière.

Selon Molly Bergen, responsable de la communication pour le programme du climat au sein du World Resources Institute (WRI), le processus de transition à l'économie verte fera plus de mal aux communautés s'il ne prend pas en compte les personnes affectées.



« Une planification minutieuse est essentielle pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte lors de la fermeture d'une centrale électrique ou de l'ouverture d'une nouvelle installation d'énergie renouvelable. Mais tout cela prend du temps à se mettre en place – et si les institutions au pouvoir ne prennent pas ce temps, les choses vont mal tourner. Un aspect de ce changement qui est souvent négligé est que s'il est fait de la bonne manière, la transition va améliorer des vies », explique-t-elle.

« Il faut examiner de plus près comment garantir qu'une transition juste est transparente et participative et qu'elle implique vraiment un engagement à plus long terme avec les besoins des citoyens, et aussi vraiment s'assurer que l'inclusivité est pensée délibérément », souligne Carole Excell, directrice de stratégie au Waverley Street Foundation, une organisation basée en Californie.

« Je ne vais pas trop m'inquiéter pour les dirigeants d'une compagnie pétrolière ou d'une entreprise de charbon, mais pour les travailleurs qui ont fait partie de cette économie et n'ont pas vraiment dirigé ce programme par le haut. Nous ne pouvons pas simplement partir et les laisser au bord de la route », martèle David Waskow, directeur de l'Initiative internationale sur le climat, au sein du WRI.

Si l'Afrique détient 8% des réserves mondiales de pétrole et de gaz, ses réserves du charbon ne représentent que moins de 4% de celles du monde. L'Afrique du Sud est le premier pays producteur africain du charbon.

A en croire Carlos Lopes, professeur à l'Université de Cape Town, l'énergie moderne et propre pourrait alimenter la croissance économique de l'Afrique et accélérer l'expansion de l'électricité dans les zones rurales.

Transparence

La valorisation des données administratives, une priorité du gouvernement béninois

L'Agence des systèmes d'information et du numérique sous la supervision du ministère du numérique et de la digitalisation a organisé hier mardi 05 juillet 2022 à Cotonou un atelier de démarrage du projet d'appui à la conduite du changement Open Data. C'était en présence du représentant du Directeur général de l'Agence française de développement au Bénin (AFD) et du représentant du ministre du numérique et de la digitalisation.

• Falco VIGNON

Le projet Open Data s'inscrit dans le cadre du partenariat « d'expertise France » avec le Bénin depuis 2003 sur des projets bilatéraux de préservation du patrimoine culturel et de la justice et des projets régionaux concernant des domaines tels que la lutte contre la traite des êtres humains, la sécurité et la protection civile, la lutte contre le dérèglement climatique et de la santé. L'objectif visé par le lancement de ce projet au Bénin est de contribuer à la mise en place d'une politique publique d'Open Data durable et efficace. Ledit projet est financé par l'Agence française de développement au Bénin à hauteur de cent-trente millions de franc CFA. Sa mise en œuvre sera assurée par le groupe « Expertise France » avec pour objectif principal d'appuyer la



mise en place d'un cadre juridique et réglementaire, d'adapter et d'engager la conduite du changement et les premières actions avec les acteurs concernés. « Il s'agit d'une première étape de divulgation de la culture Open Data au Bénin » a précisé Aristide Adjinaou, Directeur général par intérim de l'Agence des services et systèmes d'information. Pour lui, l'ouverture des données en Open Data représente un mouvement, une philosophie d'accès à l'information, une pratique

de publication des données librement accessibles et exploitables. Pour le représentant du Directeur de l'Agence française de développement au Bénin, ce projet permettra de mettre à la disposition du public les données pour la transparence et la redevabilité du gouvernement et facilitera la création de nouveaux services public-privé. « Le gouvernement entend faire du citoyen béninois un acteur de la gouvernance de la cité », a martelé le Secrétaire général du ministère du numérique et de la digitalisation, Chabi Aboubacar Oumarou. Selon lui, le gouvernement béninois pour arriver à cette fin a établi une démarche de transparence et de collaboration en vue d'un partenariat. Un questionnaire est disponible pour faire un premier état des lieux sur l'orientation, l'usage et les compétences en matière de partage, d'ouverture et de réutilisation des données.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist

Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA MICROFINANCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

## Avis d'Appel d'Offres National (Relance)

**Pays :** République du Bénin

**Nom du Projet :** Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

**Numéro du Don :** IDA N°4230-BJ

**Intitulé du Marché :** Acquisition de matériels roulants à deux roues au profit des Points Focaux et des Logisticiens de Santé du Projet SWEDD-Bénin

**Référence:** AON N°BJ-SWEDD-297990-GO-RFB du 22 juin 2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de matériels roulants à deux roues au profit des Points Focaux et des Logisticiens de Santé du Projet SWEDD-Bénin.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements ci-après: **matériels roulants à deux roues (Motos)**. Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, **Attention: La Coordinatrice du Projet**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).
5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable payée en espèce de **cinquante mille (50 000) F CFA** à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous.

6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N° 1 ci-dessous : au plus tard le **21 juillet 2022 à 10 heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous le **21 juillet 2022 à 10 heures 30 mn (heure locale)**.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre d'un montant de : **un million huit cent vingt mille (1 820 000) F C FA**.

Les offres demeureront valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date de leur ouverture.

8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

### Adresse N°1

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

### Adresse N° 2

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 22 juin 2022.

  
Djacoudath ALIDOU-DRAMANE  
Coordinatrice du SWEDD-Bénin



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA MICROFINANCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

## Avis d'Appel d'Offres National

**Pays :** République du Bénin

**Nom du Projet :** Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

**No du Don :** IDA N°4230-BJ

**Nom du Marché :** Conception et production de supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web.

**AO N°BJ-SWEDD-280592-NC-RFB** du 09/06/2022

**Emis le :** 09/06/2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin), et à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à la **conception et la production de supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web**.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour **concevoir et produire des supports multimédias audiovisuels (des bandes dessinées et dessins animés, sketches, spots, capsules thématiques et films thématiques en français et traduits en 18 langues locales), événementiels et contenus web**. Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin ; **Attention : Coordinatrice du Projet**, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours

ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).

5. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **cinquante mille (50.000) franc CFA**. La méthode de paiement sera en espèces ou par chèque certifié. Le dossier d'appel d'offres sera obtenu à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous sur présentation du reçu de paiement des frais d'achat ou acheminé par courrier express moyennant paiement des frais d'expédition.

6. Les offres (**une originale et trois copies**) devront être remises à l'adresse N°1 ci-dessous, au plus tard le 12/07/2022 à **10 heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera rejetée. Les offres seront ouvertes le 12/07/2022 en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N°2 mentionnée ci-dessous à **10 heures 30 minutes (heure locale)**.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre pour un montant de : **Deux millions quatre cent cinquante-neuf mille cinq cents (2.459.500) francs C FA**.

8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

### Adresse N° 1


Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217, Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

### Adresse N° 2

Salle de conférence au rez-de-chausé de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

9. Le délai d'exécution du marché est de **douze (12) mois**.

Cotonou, le 09 JUIN 2022

  
Djacoudath ALIDOU-DRAMANE  
Coordinatrice SWEDD-Bénin

Pétrole**Le baril passe sous les 100 dollars**

La crainte d'une récession. Les cours du pétrole ont plongé ce mardi. En cause : les craintes d'une récession dans les pays consommateurs de brut. A la clôture des marchés européens, le baril de Brent de la mer du Nord dégringolait de 9,05 % à 103,23 dollars. Le baril américain chutait quant à lui de 8,48 % à 99,24 dollars, glissant sous les 100 dollars le baril. Cela faisait deux mois qu'il se vendait au-dessus de ce prix symbolique. « Les craintes de récession réduisent les perspectives de la demande de pétrole et font baisser les prix », explique Ipek Ozkardeskaya, analyste pour Swissquote. Le pétrole ayant franchi cet important « seuil psychologique », l'analyste évoque la possibilité d'une baisse des cours jusqu'à un prochain niveau

fatidique, celui des 85 dollars le baril.

**La récession se profile dans la zone euro**

Dans un scénario de récession, les analystes de Citi évoquent même des prix du pétrole qui tomberaient à 65 dollars le baril d'ici à la fin de l'année, puis à 45 dollars en l'absence d'intervention de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Le marché pétrolier « se détourne de l'inflation » et se dirige vers le « désespoir économique », affirme Stephen Innes, analyste chez Spi Asset Management. Des « indices PMI soulignent les risques de récession dans la zone euro », fait valoir Neil Wilson, analyste chez Markets.com, pour qui « la récession semble inévitable ». La croissance de l'acti-

té économique en zone euro a fortement ralenti en juin dans le secteur privé, au plus bas depuis seize mois, selon l'indice PMI composite final publié mardi par S & P Global.

**Les métaux également à la baisse**

Les craintes d'une récession mondiale continuent également de prédominer sur les marchés des métaux industriels, notamment le cuivre. Le métal rouge est très sensible à un potentiel ralentissement de l'activité économique mondiale, servant de baromètre de l'économie. Le LME Index, un indice qui intègre les prix de l'aluminium, du cuivre, du plomb, du nickel, de l'étain et du zinc échangés sur la Bourse des métaux de Londres, perd plus de 15 % depuis le début de l'année.

Aéronautique**Airbus décroche une énorme commande chinoise de plus de 35 milliards d'euros**

Au prix catalogue, ce méga contrat chinois atteint la somme mirobolante de 35,6 milliards d'euros (37 milliards en dollars). Airbus annonce ce vendredi avoir obtenu la signature de quatre compagnies de l'Empire du milieu portant sur l'achat global de 292 avions de la famille A320. Les compagnies concernées

sont Air China, China Eastern (100 appareils), China Southern et Shenzhen Airlines. « Ces nouvelles commandes témoignent de la forte confiance que nos clients accordent à Airbus », a réagi Christian Scherer, le directeur commercial de l'avionneur. Il en profite au passage pour remercier son équipe de négociateurs « pour avoir mené à bien

ces discussions longues et approfondies qui ont eu lieu tout au long de la difficile pandémie de Covid-19 », lecture ici.

**L'A320neo adoubé**

Le responsable voit aussi dans l'aboutissement de ce contrat « une solide approbation (...) en Chine, des performances, de la qualité, de l'efficacité énergétique et de la durabilité de la première famille mondiale d'avions monocouloirs ». L'A320neo, lancé il y a six ans, permet, grâce aux « ailerons de requin » placés au bout des ailes et à sa nouvelle motorisation, d'économiser 20 % de carburant. Il a déjà enregistré 8.000 commandes et 2.200 exemplaires ont été livrés jusqu'ici. Il y a pour l'heure 2.070 Airbus opérés par des compagnies en Chine.

Formation professionnelle au Bénin**16 millions \$ du Canada pour booster l'employabilité des jeunes**

Le gouvernement béninois a établi la formation professionnelle comme une priorité pour atteindre le développement. Alors que le pays multiplie les initiatives pour la rendre plus accessible, il va recevoir pour les 7 prochaines années un financement d'Ottawa. Le Canada a annoncé un financement de 16 millions de dollars destiné à promouvoir les possibilités d'emploi des jeunes au Bénin, a-t-on appris d'un communiqué publié le lundi 4 juillet par

le ministère canadien du Développement international. « Le Canada accordera un financement de 16,95 millions de dollars sur 7 ans à Education Internationale, pour améliorer la formation professionnelle offerte aux jeunes hommes et aux jeunes femmes du Bénin, et améliorer les services qui leur sont offerts en vue de leur insertion professionnelle dans des secteurs jugés économiquement prometteurs », renseigne le communiqué. Le financement contribuera à renforcer le système de formation professionnelle et d'apprentissage du Bénin pour atteindre les objectifs de développement socioéconomique du pays. Notons qu'au Bénin, la formation professionnelle a été inscrite parmi les axes prioritaires de développement tel que défini par le président de la République, Patrice Talon. D'après la même source, cette initiative contribuera à réduire les multiples obstacles auxquels les jeunes, en particulier les femmes et les filles, sont confrontés avant, pendant et après leur formation professionnelle et qui réduisent leurs possibilités d'emploi. Le projet facilitera également leur intégration sur le marché du travail, en particulier dans les emplois non traditionnels et les emplois verts. Par ailleurs, le projet consiste à renforcer la coopération entre les deux pays, vieille de 60 ans qui s'étend dans plusieurs domaines. Au cours de l'exercice 2021-2022, Affaires mondiales Canada a fourni 29,61 millions de dollars en aide internationale au Bénin.

Nigeria**L'exécutif veut porter sa production de poisson-chat africain à plus de 320 000 tonnes d'ici 2032**

Au Nigeria, l'exécutif vient de dévoiler son plan décennal pour le développement du sous-secteur du poisson-chat africain. Le programme a été présenté par Ime Umoh, directeur de la Pêche et de l'Aquaculture au ministère de l'Agriculture, le 28 juin à Lagos. La feuille de route qui s'étend jusqu'en 2032 prévoit une augmentation de 20 % de la production de poisson-chat, ce qui la porterait à environ 324 000 tonnes par an d'ici cette échéance. Cette stratégie vise notamment à stimuler les investissements privés et déployer des initiatives gouvernementales pour améliorer la production d'aliments pour animaux, de semences de haute qualité ainsi que l'accès au financement. Selon le responsable, ce plan devrait permettre une augmentation de 30 % des revenus des petits exploitants aquacoles et générer 10 % d'emplois supplémentaires dans la filière. Il devait également contribuer à la satisfaction des besoins en protéines animales de la population qui affiche une consommation par tête de 13 kg de poissons par an. Dans le cadre de son ambition, le pays bénéficie du soutien de FISH4ACP, une initiative mondiale pour le développement durable de la pêche et de l'aquaculture en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique (ACP). Pour rappel, le Nigeria est le second fournisseur de produits aquacoles en Afrique derrière l'Égypte. Il est également le plus grand producteur de poisson-chat africain sur le continent.

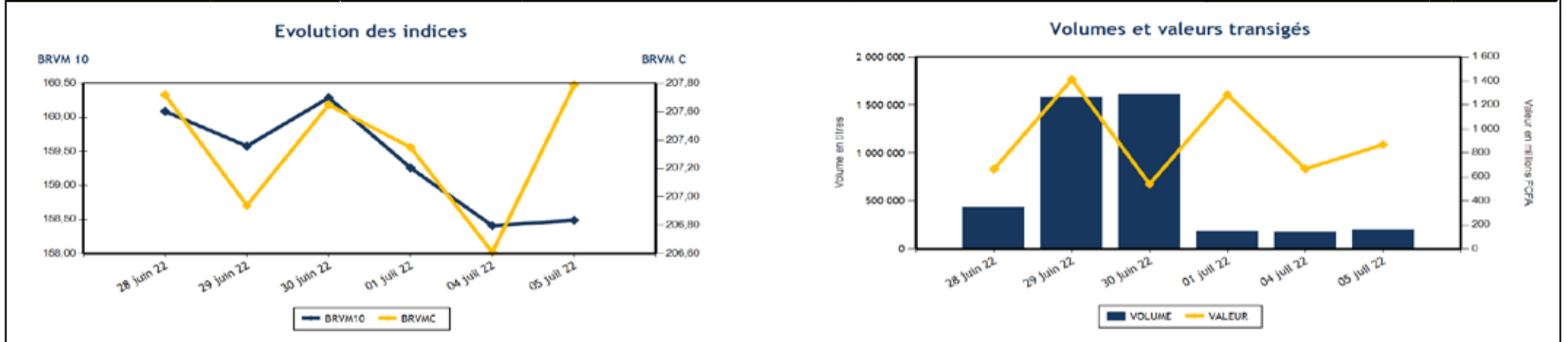
Transports**Ethiopian Airlines réceptionne un Boeing 737 MAX 8 neuf**

Interdits de vols parce que soupçonnés d'avoir des défauts de conception, les Boeing 737 MAX ont subi des modifications qui ont remis en confiance plusieurs compagnies aériennes. Ethiopian Airlines a pris possession d'un nouvel avion, un Boeing 737 MAX 8. L'appareil immatriculé ET-AWJ, a été réceptionné le samedi 2 juillet sur sa base à l'aéroport international Bole d'Addis-Abeba avant d'être déployé sur

Asmara le lundi 4 juillet. Le nouvel aéronef fait partie d'un carnet de commandes de 30 MAX 8, dont 5 avaient été livrés entre fin juin et fin septembre 2018. L'un des 5 appareils, notamment l'ET302 s'est écrasé en mars 2019 après décollage depuis l'aéroport d'Addis-Abeba alors qu'il ralliait l'aéroport Jomo Kenyatta de Nairobi, occasionnant ainsi la mort des 157 personnes à bord ainsi que l'immobilisation au sol des MAX d'Ethiopian et de toutes les autres compagnies dans le monde. À la suite de rectifications opérées sur les 737 MAX, plusieurs compagnies à travers le monde ont repris les opérations commerciales avec ce modèle. Ethiopian également, a redéployé dans les airs ses autres Max restés inutilisés depuis le crash, indiquant avoir trouvé un accord financier avec l'avionneur américain.

Ecofin du 05 Juillet 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>158,49</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 127 <b>mardi 5 juillet 2022</b> Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a>	<b>BRVM Composite</b>	<b>207,79</b>
Variation Jour	↑ 0,05 %		Variation Jour	↑ 0,57 %
Variation annuelle	↑ 3,24 %		Variation annuelle	↑ 2,72 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 254 956 885 602	0,57 %
Volume échangé (Actions & Droits)	196 127	23,39 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	861 100 924	94,38 %
Nombre de titres transigés	40	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	38,46 %
Nombre de titres en baisse	12	-20,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 756 109 140 030	-0,02 %
Volume échangé	1 288	-94,26 %
Valeur transigée (FCFA)	8 931 658	-96,02 %
Nombre de titres transigés	8	-20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	6	-33,33 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 615	7,31 %	8,75 %
BICI CI (BICC)	6 740	6,98 %	-8,92 %
SODE CI (SDCC)	5 300	6,43 %	23,40 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	900	5,88 %	4,65 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	645	5,74 %	3,20 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 525	-6,99 %	-15,87 %
BERNABE CI (BNBC)	2 200	-6,38 %	1,15 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 650	-3,42 %	-8,65 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 865	-2,70 %	-16,91 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 315	-2,59 %	-34,25 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	115,61	0,07 %	5,00 %	5 057	9 438 365	26,88
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,99	1,54 %	4,49 %	23 322	115 889 580	9,69
BRVM - FINANCES	15	76,33	-0,31 %	-1,04 %	137 751	433 063 664	7,51
BRVM - TRANSPORT	2	402,56	0,00 %	-35,29 %	621	1 023 850	6,44
BRVM - AGRICULTURE	5	341,13	0,23 %	40,20 %	24 985	293 800 920	7,19
BRVM - DISTRIBUTION	7	383,31	2,59 %	-5,92 %	4 362	7 841 190	28,99
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 844,65	0,00 %	104,79 %	29	43 355	17,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,34	
Taux de rendement moyen du marché	6,18	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,68	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 245 722,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 571 978 484,29	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,61	
Ratio moyen de satisfaction	9,79	
Ratio moyen de tendance	148,06	
Ratio moyen de couverture	67,54	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,09	
Nombre de SGI participantes	25	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin Rue de l'Indépendance, Cotonou Tél : (229) 21 31 35 Fax : (229) 21 31 35	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou BP 1000 Ouagadougou 01 Tél : (229) 20 30 87 75 Fax : (229) 20 30 87 75	 CÔTE D'IVOIRE Chambre Régionale des Valeurs Mobilières Palais de la Banque Joseph Anoma 01 BP 2000 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 55 90 Fax : (229) 20 31 55 90	 République Centrafricaine Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Bangui Rue des Banques BP 1000 Bangui Tél : (249) 50 50 50 Fax : (249) 50 50 50	 Mali Institution Nationale des Valeurs Mobilières BP 1300 Bamako Tél : (229) 84 84 14 14 Fax : (229) 84 84 14 14	 NIGERIA Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Exportation de Lagos Plot 13, 200 Victoria Square Lagos Tél : (234) 21 21 21 21 Fax : (234) 21 21 21 21	 SENEGAL Chambre de Commerce et d'Industrie de Dakar BP 1000 Dakar Tél : (229) 33 80 11 11 Fax : (229) 33 80 11 11	 TOGO MPSI, Boulevard G. COMASSOU-FREDETTE, Mamadou TOGO BP 1000 Lomé Tél : (229) 21 31 31 31 Fax : (229) 21 31 31 31
--	--	---	--	---	--	---	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP <a href="mailto:uca@ucasgi.com">uca@ucasgi.com</a> (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 <a href="http://www.ucasgi.com">www.ucasgi.com</a>	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou <a href="mailto:contact@agi-agi.com">contact@agi-agi.com</a> +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dapokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 <a href="mailto:sgjifs@biic-financialservices.com">sgjifs@biic-financialservices.com</a>
---	---	---	---	--	--

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES POUR LE FINANCEMENT DE BOURSES  
D'EXCELLENCE UEMOA POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

EDITION 2022-2025

1. En application du Traité modifié de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et en cohérence avec le Cadre d'Actions Prioritaires 2021-2025 (CAP 2025) de la Commission en matière de développement des ressources humaines, il est prévu le financement de Bourses d'excellence UEMOA à la formation et à la recherche.

2. Le présent appel à candidatures vise à sélectionner, au total pour chaque Etat membre de l'Union, dix (10) étudiant-e-s méritant-e-s qui se verront octroyer des bourses d'excellence, pour entreprendre une formation d'un cursus complet de niveau Licence, Master ou Doctorat dans un établissement d'enseignement supérieur implanté sur le territoire de l'Union<sup>1</sup>. Les formations en ligne ne sont pas admissibles.

3. Peuvent répondre à cet appel les ressortissant-e-s des Etats membres de l'UEMOA, qui remplissent les conditions ci-dessous :

• Candidat-e à une bourse de formation de niveau Licence

- Etre âgé-e de **21 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;
- Etre titulaire d'un baccalauréat, toutes séries confondues, obtenu en 2022 ;
- Avoir au minimum une moyenne de **14/20** à l'examen du baccalauréat requis présenté ;
- Etre disposé(e) à entreprendre prioritairement une formation dans l'un des domaines suivants :
  - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Technologies de l'Information et de la Communication ;
  - o Expertise Comptable.

• Candidat-e à une bourse de formation de niveau Master

- Etre âgé-e de **24 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;

<sup>1</sup> La possibilité d'étudier hors de l'Union existe UNIQUEMENT pour un nombre LIMITE de filières.

380, Rue Pr Joseph Ki-Zerbo- 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso Tél. : (226) 25 31 88 73 à 76 Fax / (226) 25 31 88 72  
Email : [commission@uemoa.int](mailto:commission@uemoa.int) Sites Internet : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int) et [www.izf.net](http://www.izf.net)

- Etre titulaire d'une Licence ;
- Avoir au minimum une moyenne de **14/20** au diplôme requis présenté ;
- Etre disposé(e) à étudier prioritairement dans l'un des domaines suivants :
  - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Intelligence Artificielle, Technologies de l'Information et de la Communication ;
  - o Expertise Comptable ;
  - o Santé Publique ;
  - o Sciences de l'Education.

• Candidat-e à une bourse de formation de niveau Doctorat

- Etre âgé(e) de **28 ans au maximum au 31 décembre 2022** ;
- Etre titulaire d'un Master ;
- Avoir au minimum une moyenne de **14/20** au diplôme requis présenté ;
- Etre disposé(e) à étudier prioritairement dans l'un des domaines suivants :
  - o Sciences de l'Ingénieur : Agronomie, Industrie agro-alimentaire, Elevage et Santé Animale, Génie Mécanique, Génie Civil, Génie Electrique, Génie Informatique, Génie Electronique, Génie de l'Environnement (énergies renouvelables), Intelligence Artificielle, Technologies de l'Information et de la Communication ;
  - o Sciences Economiques (environnement, économie industrielle, innovation, régulation des marchés...);
  - o Expertise Comptable ;
  - o Sciences de l'Education.

4. Les personnes intéressées à candidater sont invitées à **s'inscrire en ligne** sur le site internet de l'UEMOA, à l'adresse suivante : <http://www.uemoa.int> (CARRIERE/Bourses), jusqu'au **15 août 2022**.

5. Les candidat-e-s présélectionné-e-s seront invité-e-s à transmettre les pièces complémentaires suivantes :

- une copie légalisée de l'extrait d'acte de naissance ;
- une copie légalisée du certificat de nationalité ;
- un curriculum vitae de deux (2) pour le Master ou de trois (3) pages au maximum pour la formation doctorale ;
- une copie légalisée du diplôme ou de l'attestation de réussite du niveau requis ;
- le relevé des notes obtenues au dernier diplôme requis présenté ;
- la note obtenue à la soutenance **ainsi que** les relevés de notes des trois années sont requises pour les titulaires du doctorat candidats à une spécialisation ;
- une facture pro forma **fournie par l'établissement d'accueil sollicité**, indiquant les différents frais : inscription, scolarité, laboratoire... pour tout le cycle ;

- une attestation d'inscription (ou pré-inscription) ou de réussite au concours d'entrée dans l'établissement sollicité ;
- une lettre de motivation pour les formations de niveau Master ou Doctorat ;
- une lettre de recommandation du Directeur de thèse cosignée par le Président de l'université (ou le Recteur) ;
- une copie du certificat d'inscription en thèse ;
- le chronogramme de réalisation du projet de thèse signé par le Directeur de thèse ;
- un projet de recherche de 10 pages maximum, validé et signé par le Directeur de thèse.

6. Le financement de l'UEMOA comprend :

- une allocation forfaitaire de **deux cent mille (200.000) francs CFA** au titre des frais d'installation en une seule fois ;
- une allocation forfaitaire de **deux cent mille (200.000) francs CFA** au titre de l'allocation pour assurance à chaque rentrée académique ;
- un billet aller-retour du pays d'origine vers le lieu de formation, s'il y a lieu, chaque deux ans ;
- le paiement des frais de formation conformément à la facture qui sera transmise par l'établissement d'accueil (dans la limite des ressources budgétaires prévues au Programme).

• Pour le cycle de Licence

- une allocation de subsistance mensuelle de **cent cinquante mille (150.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective.

• Pour le cycle de Master

- une allocation de subsistance mensuelle de **cent quatre-vingt mille (180.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective.

• Pour le cycle de Doctorat

- Une allocation de subsistance mensuelle de **deux cent mille (200.000) francs CFA**, à compter de la date de rentrée effective ;
- Au titre des frais de paillasse, d'équipement et de documentation, un montant forfaitaire maximum de **deux millions (2 000 000) de francs CFA** sera également accordé sur présentation de justificatifs pour chaque année ;
- Les frais de voyage aller-retour de l'Université au lieu de recherches sont pris en charge par la Commission, dans la limite de **trois millions (3 000 000) de francs CFA par voyage**. Les talons de voyage doivent être envoyés à la Commission comme justificatifs de l'usage du titre de voyage ;
- Les frais du voyage aller-retour pour chaque séjour, dont le nombre ne peut excéder trois (3), sont à la charge de la Commission.

7. Les candidat-e-s pour le domaine de l'Intelligence Artificielle peuvent exceptionnellement être inscrit-e-s dans un établissement situé en dehors de l'Union

pour une formation de niveau Master ou Doctorat. Des modalités de prise en charge spécifiques s'appliqueront dans ce cas. Lorsqu'il s'agit d'un établissement situé hors de l'UEMOA, le bénéficiaire percevra une allocation de subsistance mensuelle de **six cent cinquante-six mille (656.000) francs CFA**, destinée à couvrir ses frais de subsistance, de stage et de logement. Le bénéficiaire ne perçoit cette indemnité que lorsque sa présence au lieu de formation est effective.

8. Une convention entre l'UEMOA et l'établissement d'accueil fixera les modalités de versement et de gestion de la bourse.

9. Les **candidatures féminines sont fortement encouragées**, en application de la Stratégie Genre de l'UEMOA 2018-2027 visant à faire de l'UEMOA « un espace communautaire dans lequel les femmes et les hommes prennent part à l'émergence économique, en favorisant leur participation à la gouvernance régionale... ».

10. A la fin du processus de sélection, la liste définitive des bénéficiaires du Programme sera publiée sur le site de la Commission de l'UEMOA : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int).

Ouagadougou, le **12 1 JUN 2022**

Le Président

**Abdoulaye DIOP**





# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 <sup>ère</sup> session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	<a href="https://www.uneca.org/events/upcoming-events">https://www.uneca.org/events/upcoming-events</a>
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	<a href="https://africangroupofnegotiators.org/">https://africangroupofnegotiators.org/</a>
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	<a href="https://unfccc.int/fr/ACW2022">https://unfccc.int/fr/ACW2022</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	<a href="https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR">https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR</a>
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

### Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

### Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Économique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Économiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

6<sup>ème</sup> Conférence Internationale sur la finance verte

## Les institutions financières invitées à verdir leurs portefeuilles

« Notre objectif est de faire passer l'Afrique à 10% » des émissions vertes, Jules Ngankam, CEO AGF

Face à l'urgence mondiale que constitue le changement climatique, la finance verte est une solution fiable. C'est ce à quoi appelle la 6<sup>ème</sup> édition de la Conférence internationale sur la finance verte. Déroulée le mardi 05 juillet 2022 sous la présidence du ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances du Bénin, Romuald Wadagni, cette rencontre de haut niveau a mobilisé plusieurs acteurs du privé comme du public.

● Sylvestre TCHOMAKOU

apprécié

Dans un contexte de dégradations avancées de l'environnement et du cadre de vie, le tout ajouté à un besoin croissant en énergie, le secteur privé qui couvre près de 80% des investissements nationaux dans les pays du monde, ne saurait rester sans actions dans la lutte contre le changement climatique. C'est réalisant cela que l'African Guarantee Fund (AGF), avec le soutien financier de la "Nordic Development Fund" (NDF) a ouvert, mardi 5 juillet 2022 à Cotonou, la 6<sup>ème</sup> édition de la Green finance. Placée sous le thème « Contribution du secteur privé africain à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat », cette conférence présidée par le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, Romuald Wadagni, se veut de renforcer les capacités des institutions financières afin de financer les projets verts dans un environnement moins risqué. Concrètement, il s'agit pour l'AGF d'amener les banques à investir dans des projets qui visent : l'approvisionnement énergétique plus efficace à partir des ressources naturelles ; la réduction de la pollution ; la conservation et la restauration des écosystèmes ; la protection de la biodiversité ; la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les changements climatiques.

**Le modèle de gouvernance du Bénin**

Le choix du Bénin pour abriter cette rencontre, selon Jules Ngankam, CEO AGF, s'explique par le leadership du pays qui est « champion de la transparence budgétaire en Afrique francophone selon le FMI et la Banque Mondiale ». Rappelant qu'au cours des précédentes décennies, la téléphonie mobile et les systèmes de transactions ont été les grands challenges, le prochain, se convainc-t-il, est l'échange d'énergie. « D'un côté, les producteurs d'énergie qui voudront augmenter leur capacité, de l'autre côté, les consommateurs d'énergie qui voudront optimiser leur consommation d'énergie. Les PME représentent 90% du secteur privé. Ça veut dire que si on voudrait optimiser la consommation d'énergie, il faudrait commencer par les PME », a expliqué le CEO AGF qui a également souligné que l'Afrique est à peu près à 80.000 mégawatt de consommation d'énergie par an. Une consommation qui équivaut à celle annuelle de l'Espagne. Face à de pareilles situations qui n'offrent pas de véritable chance de développement au continent, il a fait savoir qu'il est important que l'Afrique ait au-delà du 1% habituel des 180 mille milliards de FCFA des financements verts. « Chaque année, 300 milliards de dollars d'émissions vertes sont émises dans le monde. L'Afrique n'en capte que 1%. Notre objectif est de



faire passer l'Afrique à 10% », indique-t-il.

### Soutenir la transition énergétique

Intervenant, le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, Romuald Wadagni a rappelé que le Bénin est le premier pays du continent africain à avoir finalisé depuis 2016 son document de Contributions déterminées au niveau national (CND). Plan d'action climatique visant à réduire les émissions et à s'adapter aux effets des changements climatiques, ledit document a été mis à jour en 2021, suite à la réélection du président Patrice Talon, et aligné sur le Plan National de Développement (PND). C'est, explique le ministre d'Etat, ce travail technique et institutionnel qui a abouti en juillet 2021 à l'émission par le Bénin, d'un eurobond de 328 milliards FCFA (une première pour un pays africain) dédié au financement

de projets à fort impact sur l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations-Unies. L'échéance de remboursement est fixée à 2035. Insistant sur la nécessité d'accompagner l'Afrique dans la transition énergétique, le ministre n'a pas manqué de souligner que les coûts d'investissement en la matière sont élevés.

« Aujourd'hui, pour produire 1 mégawatt d'électricité à base d'une technologie qui utilise le fioul lourd, c'est à peu près 750 mille à 800 euros maximum. Pour une centrale à gaz 1 Mégawatt, c'est à un million d'euros. Le solaire avec tous les accumulateurs, tous les équipements de stockage, coûte entre 1,8 et 2 millions d'euros en termes d'investissement pour commencer. Quand on est un pays pauvre et qu'on a la pression de sa population pour fournir de l'électricité, la tentation pour avoir une centrale qui marche au fuel lourd est forte. Il y a une

vraie nécessité d'accompagner les Etats à renouer avec une vraie stratégie de transition », a confié Romuald Wadagni en présence des institutions financières de développement (African Guarantee Fund, Agence Française de Développement, Banque Ouest Africaine de Développement, Société Financière Internationale). Au-delà des communications qui ont meublé les échanges notamment « CDN : rôle du gouvernement et des partenaires au développement » ; « CDN : quel rôle pour les institutions financières ? », l'AFG tient du 06 au 08 juillet 2022, un atelier de formation des Chefs de départements risque, crédit, opérations et exploitation de banques.

**La finance verte, le**



**défi des institutions de développement**

Du reste, il est à noter que la plupart des institutions de développement visent à terme à se désengager de l'énergie fossile et à verdir leurs portefeuilles. Pour sa part, la BOAD compte porter à 25% son portefeuille de financement des projets verts. Quant à l'Agence Française de Développement (AFD), elle a déjà mis un terme au financement des projets fossiles. La Société Financière Internationale (SFI) compte dès 2024, consacrer 35% de son portefeuille au financement des projets verts. Elle projette d'atteindre un taux de compliance de 65% par rapport à l'accord de Paris, à l'horizon 2025.

## Cotonou

# Les populations d'Agla « sous l'eau » après les premières pluies

Le dimanche 26 juin 2022, des villes du Bénin comme Cotonou ont été inondées par une forte pluie. Une équipe de l'Economiste est descendue à Agla pour aller faire le constat.

● Maribelle EKAGNON

Agla sous l'eau. C'est du moins le constat fait le dimanche 26 juin 2022 par une équipe de l'Economiste qui est allée constater de visu les dégâts causés par la pluie de ce dimanche. Maisons inondées, rues impraticables, c'est ce à quoi les



populations de Agla ont eu droit dans la matinée de ce dimanche. Des chambres remplies d'eau, ces riverains ne savent plus où mettre la tête. Cette pluie a dicté sa loi pendant des heures durant ce dimanche. « Mes effets sont tous trempés dans l'eau, la pluie de ce dimanche, c'est du jamais vu », a lancé désespérément

un habitant de la localité. L'eau s'est érigée en maître dans ces lieux, elle a détruit sur son passage, beaucoup de biens matériels. Un riverain rencontré par notre équipe de reportage a lancé un appel aux autorités compétentes. « Voyez l'état des routes vous-même. Nous demandons aux autorités en charge de la ville de

Cotonou de penser à nous habitants de Agla. Depuis plusieurs années déjà les populations de Cotonou font face à d'énormes difficultés au cours des saisons pluvieuses. Elles multiplient les appels à l'endroit des gouvernants pour qu'une solution durable soit trouvée pour le bonheur de chaque riverain ».

## Médiateur de la République

### La première session annuelle ouverte hier

Le Médiateur de la République a procédé, hier mardi 05 juillet 2022, à Porto-Novo au lancement de la première session annuelle de son institution. Devant le maire de la ville, les préfets de l'Ouémé et du Littoral, il a rappelé la mission du Médiateur qui est un intercesseur gracieux entre les administrés et les administrations

publiques.

Pascal Essou a d'entrée de jeu affirmé que son premier objectif est l'amélioration de la gouvernance publique. En allant un peu plus loin, il a déclaré que les activités de son institution tournent autour de la gestion de la carrière des agents de l'État ainsi que les affaires domaniales. Justifiant la tenue de la session annuelle, il a dit que sur les 759 dossiers programmés en 2021, il n'a recueilli que 31 réponses. D'où l'urgence de réunir autour d'une table les acteurs concernés afin d'identifier les meilleures solutions. Et compte tenu des nombreux dossiers qui sont restés sans suite, le médiateur a prévu organiser deux sessions dans l'année.



Une autre innovation majeure est l'organisation des audiences foraines. Elles sont prévues dans la plupart des arrondissements des 77 communes. L'objectif est de se rapprocher des populations afin de recueillir leurs doléances. Pascal Essou a conclu en réaffirmant son

attachement aux idéaux du gouvernement. Il a promis qu'il restera en droite ligne avec les réformes de l'exécutif qui travaille quotidiennement pour le bien-être des populations.

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant)

## Fête de la Tabaski

### Le prix des moutons flambe à Parakou

Les fidèles musulmans se préparent activement pour la grande fête de la Tabaski. Une célébration annuelle et mondiale qui consiste à sacrifier un ou plusieurs bélier(s) afin de bénéficier des bénédictions d'Allah. Sauf que cette année, la cherté de la vie a des répercussions sur le commerce de ces bêtes. En constante hausse depuis plusieurs années, les prix reviennent très exorbitants cette année et semblent faire désister les acheteurs.



La fête de l'Aid El Kebir se profile à l'horizon et tout semble ne pas aller pour le mieux, concernant l'achat des bêtes dans les marchés de la cité des Kobourou. Les prix ont quasiment doublé par rapport à l'année dernière et les causes sont bien connues de tous. « Les moutons que nous vendions à 50 milles FCFA sont désormais à 90 voire 100 mille FCFA. Avant, à pareils moments, beaucoup de moutons sont déjà achetés mais cette année les clients ne viennent pas. Et cela est dû à la crise économique et surtout les taxes qui s'im-

posent à nous. Il faut donc que le gouvernement pense à réduire ces taxes là pour nous soulager », s'est plaint Youssouf Bello, vendeur de mouton au quartier Okédama. Cherté de la vie due à la crise économique ou encore l'augmentation des taxes, la situation n'est donc pas prête de s'améliorer. Du côté des acheteurs, c'est la même désolation. Ceux avec un petit ou moyen budget ont du mal à trouver leur partie. « Jusqu'à l'année dernière, on essayait de fermer les yeux pour acheter. Mais cette année, c'est vraiment grave de voir à quel point les prix ont grim-

pé. Pour avoir un bon mouton en forme, il faut monter à 150-200 milles francs. On voit que les vendeurs eux-mêmes ne sont pas contents de la situation », affirme Karim, un acheteur rencontré sur place. Tout porte à croire donc qu'il faudrait une action de la part du gouvernement afin d'alléger la situation. Même si certains semblent pessimistes à l'idée d'être satisfaits cette année, ils espèrent qu'une bonne issue sera trouvée dès la prochaine édition, l'année prochaine.

**Mouhamed Bouhari SAÏDOU** (Correspondant  
Borgou-Alibori)

## Jeux méditerranéens

### En football, les Bleuets remportent la compétition



Les Bleuets repartent d'Oran avec la plus belle des médailles. L'équipe de France des moins de 18 ans a remporté lundi les Jeux méditerranéens en battant l'Italie (1-0) en finale lundi en Algérie. C'est le deuxième titre pour les Bleuets dans cette compétition après l'édition 1967. L'épreuve réunissait huit nations, parmi lesquelles le pays hôte algérien, battu par la France en phase de groupes

devant 40.000 spectateurs (3-2). Ces Jeux sont réservés aux joueurs nés après le 1er janvier 2004.

**Merci Piringuel**

En finale, devant quelque 25.000 spectateurs, les moins de 18 ans se sont imposés grâce à un but du milieu bordelais Lenny Piringuel à la 68e minute. Cette performance s'ajoute aux nombreux

bons résultats des équipes de France de jeunes ces dernières semaines, avec notamment un titre de champion d'Europe des moins de 17 ans masculins décroché début juin. L'équipe de France féminine des moins de 19 ans est de son côté engagée dans l'Euro et affrontera mercredi la Norvège en demi-finale. Les Bleuettes sont tenantes du titre.

20 minutes

## PSG

### Christophe Galtier s'est engagé pour deux ans avec le club parisien

C'est signé. Christophe Galtier s'est engagé pour deux ans avec le PSG, en remplacement de l'Argentin Mauricio Pochettino, a appris l'AFP lundi de source ayant connaissance du dossier. Aperçu dans les locaux administratifs du club parisien dans la soirée selon des vidéos postées sur les réseaux sociaux, l'ancien technicien de Nice (55 ans) doit



être intronisé mardi par le PSG, qui a convoqué une conférence de presse à 14h00 au Parc des princes.

## CAN 2022 féminine

### Le Sénégal en quarts, le Burkina Faso en péril

L'équipe du Sénégal a remporté son premier pari durant cette Coupe d'Afrique des nations féminine en s'assurant une place en quarts de finale, ce 5 juillet à Rabat. Les Sénégalaises ont battu 1-0 dans le groupe A des Burkinabè qui, elles, ont désormais très peu de chances de se qualifier pour la suite de la CAN 2022. Le derby d'Afrique de l'Ouest entre le Sénégal et le Burkina Faso à la CAN 2022 a tourné à l'avantage des Sénégalaises, ce 5 juillet à Rabat. Un grand moment de plaisir pour les quelques dizaines de supporters des Lionnes venus assister à une grande pre-

mière : la qualification de la sélection féminine pour les quarts de finale d'une Coupe d'Afrique des nations. Pourtant, jusqu'à l'ouverture du score, les fans du Sénégal n'ont pas été spécialement gâtés. Après une entame plutôt à l'avantage des Sénégalaises, ce sont en effet les Burkinabè qui prennent l'ascendant en jouant plus haut. La défenseuse Madinatou Rouamba tente une reprise du plat du pied qui passe de peu à côté (14e), sa capitaine Charlotte Millogo ne cadre pas un coup franc (24e). Quant à la numéro 10, Rasamata Sawadogo, elle cadre la

première frappe de la rencontre, captée par la gardienne Tenning Sene (30e). Sawadogo est en revanche moins précise à la 58e sur un autre tir croisé. Encore un penalty salvateur pour le Sénégal. Les Lionnes réagissent à la 53e minute avec un tir dévié de l'attaquante Mama Diop. Malgré de nombreux réajustements tactiques, aucune équipe ne parvient à élever les débats. L'attaquante Hapasatou Diallo cadre certes une tentative (73e). Mais c'est finalement un duel entre la milieu Alimata Belem et cette même Diallo qui va débloquent la situation.

RFI

# VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

**L'Économiste du Bénin** utilise l'application ZOOM comme SaaS (*Software as a Service*) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.



(229) 60917800 / 95429626



leconomistebenin1@gmail.com